

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 230/05

AMR 23/029/2005 – ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / « DISPARITIONS »

COLOMBIE

Trois paysans :

Olver Montoya Cáceres (h)

Evert Bonet Quintero (h)

Ciro Navarro (h)

Personnes tuées :

Dover Jaime (h)

Eduardo García (h)

Omar (nom de famille inconnu) (h)

Londres, le 7 septembre 2005

Selon les informations recueillies, Olver Montoya Cáceres, Evert Bonet Quintero et Ciro Navarro, paysans des hameaux de Playas Ricas et d'El Paraíso dans la municipalité d'El Carmen (département du Norte de Santander), ont été enlevés par des paramilitaires opérant avec le soutien de l'armée. Ils auraient été kidnappés dans la région lors de raids au cours desquels au moins trois autres personnes ont été tuées. Leur vie est en grand danger. Amnesty International craint par ailleurs que d'autres habitants de la municipalité ne soient attaqués par les paramilitaires ou qu'ils ne « disparaissent ».

Le 30 août, à l'aube, un grand nombre de paramilitaires auraient mis à sac des habitations des hameaux de Playas Ricas et d'El Paraíso, dans la région du fleuve Catatumbo (nord-est de la Colombie). À El Paraíso, ils auraient tué un habitant nommé Dover Jaimes et enlevé Ciro Navarro, dont on ne connaît toujours pas le lieu de détention. Dans le hameau voisin d'El Descanso, ils auraient tué Eduardo García, un paysan. Au cours de leur incursion à Playas Ricas, les paramilitaires auraient contraint un homme prénommé Omar à sortir de chez lui, lui auraient tiré dans les jambes et l'auraient lapidé à mort. Selon les informations reçues par Amnesty International, ils auraient ensuite abusé sexuellement de sa femme.

Dans le même hameau, les paramilitaires auraient enlevé 11 enfants et 13 adultes afin de les utiliser comme boucliers humains. Le groupe a été contraint à marcher pendant plusieurs heures avant d'arriver dans le hameau voisin de Los Corazones, dans la municipalité de Curumaní (département de César). Sur place, les paramilitaires ont libéré toutes ces personnes, à l'exception d'Olver Montoya Cáceres et d'Evert Bonet Quintero. On ne sait toujours pas où ils sont détenus.

Ces meurtres et ces « disparitions » ont eu lieu dans une région où les effectifs des forces armées sont considérables. En outre, ils se sont déroulés après la prétendue démobilisation des unités paramilitaires intervenant dans la région, entre décembre 2004 et janvier 2005, dans le cadre du dialogue entamé entre le gouvernement et les forces paramilitaires. Malgré cette supposée démobilisation, Amnesty International a été informée d'atteintes aux droits humains imputables aux paramilitaires qui opèrent dans la région. Le 25 décembre 2004, une incursion paramilitaire aurait fait huit morts parmi les paysans du hameau de Santa Inés, dans la municipalité d'El Carmen. Amnesty International a été informée d'un certain nombre d'atteintes aux droits humains commises par des paramilitaires dans la région après le 25 décembre.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

La région du Catatumbo, limitrophe du Vénézuéla, est une zone clé sur les plans économique et militaire. Cherchant à en obtenir le contrôle, les paramilitaires y ont mené une série d'incursions en 1999 et ont par la suite consolidé leur présence en se livrant à de graves atteintes aux droits humains contre la population civile. Face à ce déploiement en force, les mouvements de guérilla ont tué de nombreux civils qu'ils accusaient de collaborer avec leurs ennemis. Ils sont notamment responsables de plusieurs massacres de paysans travaillant dans des plantations de coca, l'année dernière, dans des régions sous contrôle paramilitaire.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– dites-vous préoccupé par la sécurité d'Oliver Montoya Cáceres, Evert Bonet Quintero et Ciro Navarro, qui auraient été enlevés par des paramilitaires le 30 août ;

– demandez instamment qu'une enquête exhaustive et impartiale soit conduite sur leur « disparition », que les responsables présumés soient traduits en justice et que toutes les mesures appropriées soient prises en vue de découvrir où ces hommes sont retenus captifs ;

– faites part de votre inquiétude pour la sécurité de la population civile de la municipalité d'El Carmen (département du Norte de Santander) après les incursions paramilitaires qui ont eu lieu le 30 août ;

– priez les autorités de vous informer des mesures qu'elles ont adoptées en vue de protéger la population civile de la région ;

– demandez instamment qu'une enquête exhaustive et impartiale soit menée sur les liens existant entre les forces de sécurité et les groupes paramilitaires dans le département du Norte de Santander, que les résultats de ces investigations soient rendus publics et que les personnes soupçonnées de soutenir ces groupes ou d'en faire partie soient traduites en justice ;

– exhortez les autorités à prendre des mesures immédiates pour démanteler les groupes paramilitaires, conformément aux engagements pris par le gouvernement et aux recommandations formulées par les Nations unies et par d'autres organisations intergouvernementales.

APPELS À :

Président de la République :

Sr. Presidente Álvaro Uribe Vélez

Presidente de la República

Palacio de Nariño

Carrera 8 No. 7-2

Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 337 5890

Formule d'appel : *Excmo. Sr. Presidente Uribe, / Monsieur le Président de la République,*

Haut-commissaire pour la paix :

Alto Comisionado Para la Paz

Dr. Luis Carlos Restrepo

Casa de Nariño

Carrera 8 No 7-26

Bogotá

Colombie

Fax : +57 1 560 9946

Formule d'appel : *Estimado Dr. Restrepo, / Monsieur,*

Fiscal General de la Nación [qui chapeaute le système judiciaire] :

Dr. Mario Germán Iguarán

Fiscal General de la Nación, Fiscalía General de la Nación

Diagonal 22B 52-01 (Ciudad Salite)

Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 570 2000 (un message en espagnol vous priera de composer le 2017)

Formule d'appel : *Estimado Dr. Iguarán, / Monsieur,*

COPIES À :

Organisation non gouvernementale (ONG) de défense des droits humains :

MINGA

Calle 19 # 5-88, oficina 1203

Bogotá

Colombie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 19 OCTOBRE 2005, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*